



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

RER

Question au Gouvernement n° 4473

Texte de la question

LIGNE B DU RER

M. le président. La parole est à M. Jacques Alain Bénisti, pour le groupe Les Républicains.

M. Jacques Alain Bénisti. Ma question, à laquelle j'associe mon collègue Yves Albarello, s'adresse au secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

Monsieur le secrétaire d'État, vous le savez, les Franciliens ont terriblement souffert, la semaine dernière, pendant plusieurs jours, d'une fermeture totale de la partie nord de la ligne B du RER. Cette ligne, vous le savez, transporte habituellement, tous les jours, près de 1 million de passagers à destination de Charles-de-Gaulle, deuxième aéroport d'Europe et premier de France. Touristes, voyageurs d'affaires mais aussi usagers quotidiens travaillant sur la ligne ont en réalité subi la double peine : ils n'avaient même pas la possibilité de prendre leur véhicule puisqu'une mesure de circulation alternée était en vigueur au même moment et qu'aucune décision de l'annuler n'avait été prise.

Alors, comme d'habitude, chacun se renvoie la balle. De son côté, la SNCF indique que c'est dû à un dysfonctionnement des caténaires : l'État, qui a engagé des investissements financiers considérables lors de travaux récents, aurait simplement omis de changer des caténaires défectueuses. Du sien, l'État botte évidemment en touche, comme d'habitude, en reportant la responsabilité sur la SNCF, qui ne cesse de dire qu'elle manque de moyens, faute d'arbitrages pour assurer ses missions essentielles sur le réseau.

Un député du groupe socialiste, écologiste et républicain. Rappelez-nous qui préside la région ?

M. Jacques Alain Bénisti. Monsieur le secrétaire d'État, en tant qu'élu francilien mais aussi en tant que représentant de la nation, je ne peux me satisfaire d'un tel défaut de l'État, qui a contraint des centaines de milliers de Franciliens à renoncer à aller travailler. Aussi, quelles mesures concrètes allez-vous prendre pour éviter qu'un tel fiasco ne se reproduise et qu'une fois de plus, la France ne soit ridiculisée et son image ternie devant des millions de touristes qui ont pourtant choisi de venir dans notre beau pays ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Gérard Charasse et M. Jacques Krabal. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

M. Alain Vidalies, *secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.* Monsieur le député, la semaine dernière, un incident grave a en effet eu lieu sur le RER B puis, dans les jours qui ont suivi, un autre incident s'est d'ailleurs produit à la gare du Nord. J'ai immédiatement demandé que des expertises

indépendantes soient organisées. Je peux vous dire aujourd'hui que les premières conclusions, s'agissant du RER B, mettent bien en cause la caténaire. Je rendrai publiques l'ensemble de ces expertises dans les prochains jours afin que tous les élus puissent en prendre connaissance.

Le constat est très simple : nous sommes confrontés à un vieillissement du réseau, résultant des choix effectués depuis des décennies, notamment celui de privilégier la construction simultanée de quatre lignes de TGV. De ce fait, en 2007, les crédits dévolus à la maintenance du réseau s'élevaient à seulement 3 milliards d'euros. Par surcroît, quand on parle de maintenance, on confond souvent deux éléments : l'entretien courant et le renouvellement. Or, comme les crédits étaient insuffisants au cours de ces années-là, on a privilégié l'entretien courant sans faire de renouvellement.

Ce gouvernement a pris les choses en main : les crédits sont passés de 3 milliards d'euros en 2007 à près de 4,9 milliards aujourd'hui, dont 2,7 milliards dédiés au seul renouvellement. Je le dis clairement, il faudra poursuivre cet effort pendant au moins huit ans, en privilégiant l'Île-de-France. C'est ce que le Gouvernement souhaite faire, c'est ce que le Premier ministre m'a demandé de mettre en œuvre. J'ajoute que nous avons recruté, dans la seule région Île-de-France, 1 200 agents depuis 2012.

Monsieur le député, les choses sont donc simples : je ne crois pas qu'on puisse affirmer le dimanche et le lundi, sur les estrades, qu'il faut faire 100 milliards d'euros d'économies d'argent public et supprimer les services publics, puis venir ici déclarer qu'il faut davantage d'État et de services publics. Mais je vous rejoins sur ce dernier point car c'est bien ce que ce gouvernement et cette majorité mettent en œuvre. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

Données clés

Auteur : [M. Jacques Alain Bénisti](#)

Circonscription : Val-de-Marne (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4473

Rubrique : Transports urbains

Ministère interrogé : Transports, mer et pêche

Ministère attributaire : Transports, mer et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 décembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 décembre 2016](#)